

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire**

<b>NOMBRE DE CONSEILLERS</b>	<b>DATE DE CONVOCATION</b>	<b>DATE D’AFFICHAGE</b>
En exercice 86	18 mars 2019	26 mars 2019
Quorum 63		
Votants 78		

Suffrages exprimés : 78

**Séance du 3 avril 2019**

N°190403-51

L’an deux mil dix-neuf, le 3 avril à 19 h 00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s’est réuni en séance ordinaire, en l’Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Étaient présents :

Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEAUFILS, Chantal BERTEAU, Pierre-Luc BILLIEZ, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Danièle CAMINADE, Bertrand CARPENTIER, Raymond CARPENTIER, Philippe CARREIN, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Odile COUROYER, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Isabelle DUJARDIN (Saint Valéry en Caux), Annie DUMENIL, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Daniel FREBOURG, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, François-Pierre LECLUSE, Agnès LEDUC, Jacques LEFRANCOIS, Yves LEFRIQUE, Didier LEMAISTRE, Alain LETARD, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPAERT, Françoise MARIE, Paul MENARD, Nicolas MOLETTE, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Alain POILVE, Joël SALLE, Maryvonne SCHILD, Pascal VANIER, Marie-Pierre VASLIN, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Étaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean BUGEON représenté par Mme Marie-Laure VIRET  
 M. Philippe DUFOUR représenté par M. Bernard LEVASSEUR  
 Mme Isabelle DUJARDIN (Thiouville) représentée par M. Pascal DEBREE  
 M. Patrice FAUCON représenté par M. Jean-Paul BEUVIN  
 M. David LAMBION représenté par M. Didier MOLTON

Étaient absents excusés avec pouvoir :

M. Rémy BELLANGER a donné pouvoir à M. Jérôme LHEUREUX  
 M. Hubert BUQUET a donné pouvoir à M. Didier LEMAISTRE  
 Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Joël SALLE  
 M. Jean-Marc COPPENS a donné pouvoir à Mme Christine GROUT-LIMARE  
 M. Philippe ETIENNE a donné pouvoir à M. Yves LEFRIQUE  
 M. Thierry FABAREZ a donné pouvoir à M. Alain POILVE  
 M. Gérard FOUCHÉ a donné pouvoir à M. Gérard COLIN  
 Mme Christiane HERVIEUX a donné pouvoir à Mme Annie DUMENIL  
 M. Pierre-Yves JEGAT a donné pouvoir à Mme Isabelle DUJARDIN (Saint Valéry en Caux)  
 M. Jacques LEBALLEUR a donné pouvoir à M. Hervé JOLLY  
 M. Daniel LEGROS a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG  
 M. Michel LIEURY a donné pouvoir à M. Jean-Marie FERMENT  
 M. Daniel SEIGNEUR a donné pouvoir à M. Paul MENARD  
 M. Michel SERY a donné pouvoir à M. Jérôme DOUILLET  
 M. Jean-Pierre THEVENOT a donné pouvoir à Mme Marie-Louise DOULET

Absent excusé :

M. Régis PETIT

Absents :

MM Jean-François BOQUET, Jean-Luc COTTARD, Enrick DE BRABANDERE, Hervé MOUQUET et Mmes Brigitte HATTON, Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Christine CHANGEUX a été élue secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

**Objet :**

**FINANCES – Transfert de terrains du budget zones Industrielles vers le budget viabilisation ZI de Sasseville et régularisation d’inventaire**

**N°51**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 qui dispose que dans le cadre d'une opération d'aménagement portée par un budget annexe, il est nécessaire de transférer la réserve foncière comprise dans l'emprise de l'opération d'aménagement et de procéder en conséquence à un certain nombre d'écritures comptables,

Vu la délibération 150218-08 actant la division de la parcelle A 617 de 2 ha 54 a 62 ca en vue d'aménager une zone d'activités destinée à créer des lots de terrains à bâtir pour la construction de bâtiments à usage industriel, artisanal ou commercial, ainsi qu'au moins un lot à usage de voirie et stationnement,

Vu la délibération 150218-04 créant le budget annexe viabilisation ZI de Sasseville,

Considérant que la parcelle A617 d'une surface de 2 ha 54 a 62 ca est inscrite à l'actif du budget annexe Zone Industrielle pour une valeur nette comptable de 56 194.63 €,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 14 mars 2019,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en sa séance du 19 mars 2019,

**Le Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

- **accepte de procéder au transfert de la parcelle cadastrée A 617 pour une valeur de 56 194.63 € (numéro d'inventaire IND2009001) du budget annexe Zones Industrielles au bénéfice du budget annexe Viabilisation Zone industrielle de Sasseville,**
- **accepte d'inscrire les crédits dans les budgets concernés à savoir :**
  - ✓ **Recette Chap. 024 « Budget Zones Industrielles » : 56 194.63 €**
  - ✓ **Dépense Compte 6015 « Budget annexe Viabilisation Zones Industrielles » :56 194.63€**
- **autorise le Président et le comptable public à passer toutes les écritures nécessaires à la mise en œuvre de ce transfert et d'annuler la vente comptabilisée sur le budget Zones industrielles.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,

Gérard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication.

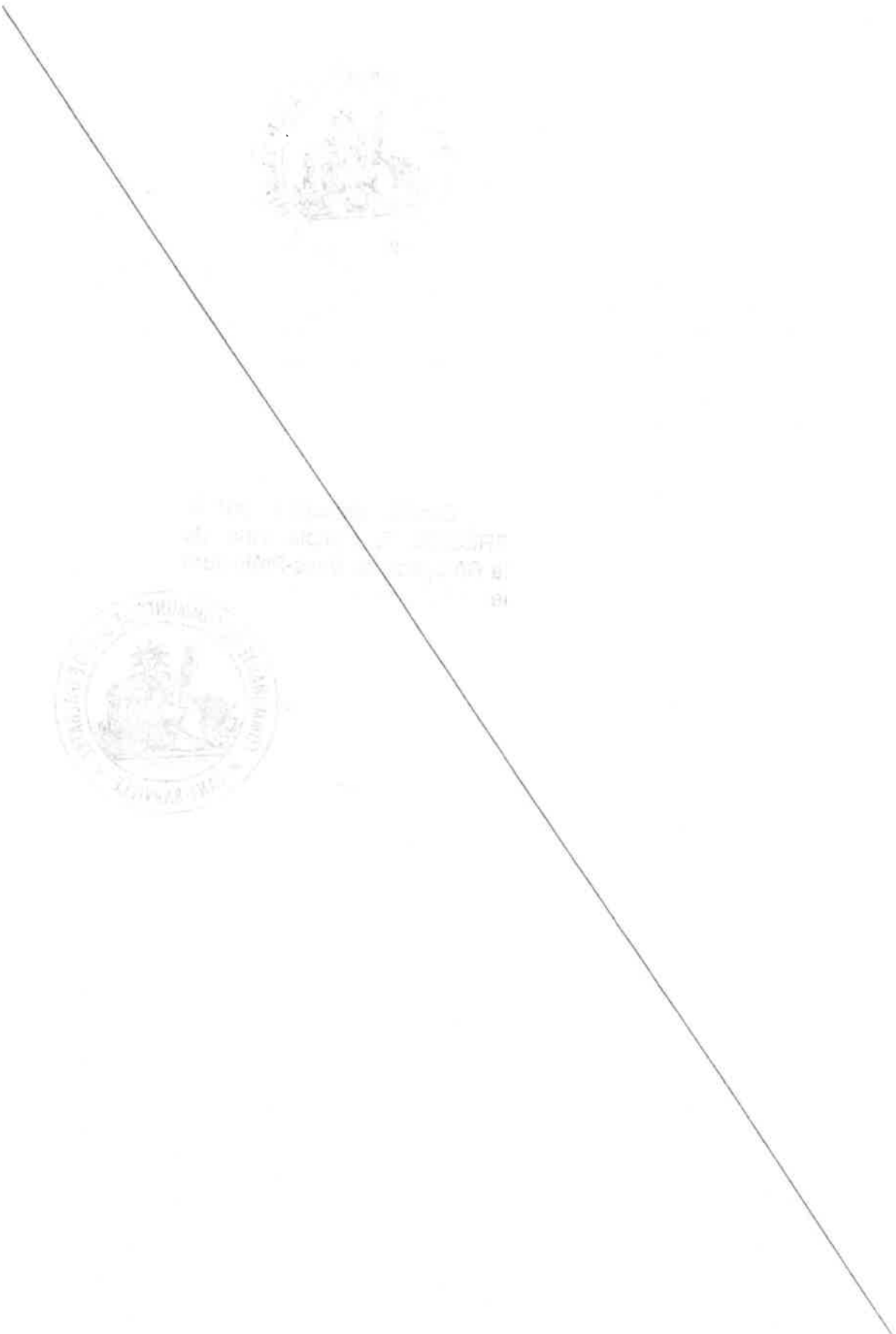
Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- o à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- o deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Certifié exécutoire par le  
PRÉSIDENT, compte tenu de  
la Réception en Sous-Préfecture  
le 11/04/19



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20190403-190403-51-DE  
Date de télétransmission : 11/04/2019  
Date de réception préfecture : 11/04/2019



THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

